

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 83 (1995)

Heft: 10

Artikel: Au fil de la dette

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-280771>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



L'image mentale de référence demeure celle de la famille patriarcale, dépendante du seul travail masculin. Conséquence: les mesures d'austérité provoquent une paupérisation croissante de nombreuses femmes: femmes au chômage, femmes seules avec charge de famille, veuves et femmes âgées. Le phénomène devient inquiétant au Royaume-Uni où les coupes dans les budgets publics de la santé, de l'éducation et des allocations provoquent l'apparition de véritables îlots de pauvreté.

A l'Est, retour des anciennes valeurs

L'apparition d'une économie de marché et les ajustements qui en découlent, bouleversent les sociétés des pays d'Europe centrale et de l'Est. Les phénomènes du chô-

mage, de la diminution de l'embauche, de la prolifération d'emplois précaires, sans aucune sécurité sociale, provoquent de nouvelles relations entre les sexes.

Les femmes connaissent des taux élevés de chômage sauf dans les secteurs du textile et de l'alimentation. Deux secteurs où les salaires sont traditionnellement bas. Ailleurs, les entreprises évitent d'employer des femmes. Elles redoutent le paiement des congés maternité. Services de garde des enfants et congé maternité, traditionnellement payés par les entreprises sous l'ancien régime, sont d'ailleurs en voie de disparition. Les femmes se trouvent confrontées à un retour précipité des anciennes valeurs: modèle de la femme au foyer, entraves religieuses à la contraception. Face à cette évolution, nombre d'organisations féministes se mobilisent et tentent de faire respecter les principes d'égalité des sexes.

Un phénomène mondial

On le voit, du Nord au Sud et d'Est en Ouest, les économies vivent à l'heure des restructurations. Partout, il s'agit de s'ajuster à la récession par diverses mesures destinées à enrayer la croissance des déficits publics. Le phénomène est mondial.

Ces nouvelles politiques évitent de se poser la question de leurs implications sur la vie de plus de la moitié de la population mondiale. Les outils des analyses économiques sont ceux de l'homo oeconomicus, un être imaginaire, asexué mais qui ressemble à s'y méprendre à un homme. Toute analyse en termes de relations entre les sexes (gender analysis) est évitée. Elle risque de remettre en question le fondement des théories économiques, ce prêt à porter masculin, taillé par des hommes à la mesure des autres hommes.

Au fil de la dette

La crise de la dette éclate au début des années 80. Nombre de pays du tiers monde avaient contracté des emprunts, dans les années 70, auprès des banques privées occidentales: ils manquent de fonds pour assurer le paiement des intérêts de leurs dettes. Taux d'intérêt élevés, accumulation de la dette, chute des prêts et stagnation des marchés mondiaux provoquent de graves crises économiques. Force est donc de s'engager sur la voie des restrictions budgétaires.

La Banque mondiale et le FMI proposent des «réformes de structures», censées assurer une croissance soutenue des économies: réduction des dépenses publiques - celles des services sociaux notamment - contrôle

ou baisse des salaires, ouverture du marché intérieur, allègement des restrictions aux investisseurs étrangers, stimulation des exportations et dévaluation des monnaies locales afin d'assurer la compétitivité sur les marchés. Il s'agit selon les mots du Président Reagan de laisser le marché «opérer sa magie».

Libéralisation et protectionnisme

En dépit des efforts, la magie ne se manifeste guère. Le fardeau de la dette globale des pays du Sud s'accroît. On accorde dès 1980 des prêts d'ajustements structurels

afin d'assurer le paiement des intérêts dus aux banques. Les pays concentrent leurs activités économiques sur la production destinée à l'exportation afin d'acquiescer des devises. Quelque 70 pays du tiers monde et d'Europe (Chypre, Turquie, Hongrie, Portugal, Roumanie) appliquent des politiques d'ajustement. Leurs efforts sont couronnés de succès. De 1984 à 1990, le transfert net de ressources financières en provenance du Sud vers les banques atteint 178 milliards de dollars. Mais à quel prix?

Les politiques d'ajustement proposées aux pays du tiers monde se fondent sur un mot-clé: libéralisation. Libéralisation des marchés, des prix, du commerce. Ces politiques doivent favoriser le décollage des économies. Libéralisation des importations et promotion des exportations sont deux mesures complémentaires destinées à renforcer l'intégration des pays du Sud à l'économie mondiale.

Les résultats globaux de ce nouveau crédo laissent perplexes. Les prix des produits d'exportation du tiers monde, des produits agricoles essentiellement, sont en baisse depuis 1980. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Ce sont essentiellement la faible élasticité-revenu de la demande, l'apparition de produits de synthèse destinés à se substituer aux matières premières importées et la politique d'ajustement. L'encouragement des exportations provoque en effet une saturation des marchés et une baisse des prix. Les cours de certaines matières premières, comme le café et le cacao, s'effondrent.

Les politiques d'ajustement se heurtent aussi aux pratiques protectionnistes des pays du Nord, lesquels s'empressent d'ériger des barrières douanières dès qu'un produit du Sud menace leurs industries. On oblige donc les économies du Sud, les plus



Le désendettement par des politiques d'ajustement, oui, mais comment «ajuster»?

(Photo CIRIC, Lausanne)



Ajustement et emploi: Deux pays, deux politiques

Le Costa-Rica et le Mexique appliquent des politiques d'ajustement depuis près de dix ans. La situation des femmes s'améliore au Costa-Rica; elle empire au Mexique. Les pouvoirs publics mexicains concentrent leurs efforts sur la lutte contre l'inflation et cherchent à attirer les capitaux étrangers. On baisse les salaires afin d'alléger le coût du travail, on dérègle l'économie afin de laisser jouer librement les forces du marché. Résultat: les discriminations à l'encontre des femmes sur le marché de l'emploi ne cessent de croître. La main-d'œuvre féminine se concentre dans les usines de sous-traitance qui s'égrènent le long de la frontière avec les Etats-Unis. Le salaire des femmes dans ce secteur est tombé de 80% par rapport à celui des hommes en 1984 à 57% en 1992. Licenciées en grand nombre dans le secteur public, la proportion des femmes est passée de 42% à 35%.

Le Costa-Rica investit aussi dans les usines tournées vers l'exportation. Il recrute la main d'œuvre féminine - dans le textile en particulier - mais ne réduit pas les salaires. Il ratifie la convention du BIT contre toutes formes de discrimination et vote en 1990 la loi sur l'égalité. Les femmes conservent leur emploi dans le secteur public. Les allocations de congé maternité ont même augmenté. En 1987, les salaires féminins s'élevaient à 77% par rapport ceux des hommes. Ils sont passés à 83% en 1993. (A titre de comparaison: la Suisse 67,6%, moyenne mondiale 74,9%). Ajuster veut dire se serrer la ceinture. Au Costa-Rica, on ne tire pas quelques crans en plus du côté des femmes.

Simone Forster

fragiles de la planète, à poursuivre une politique libre-échangiste que l'on se refuse à appliquer au Nord. Les spécialistes du commerce international parlent de plus en plus de «libéralisme asymétrique».

Epuisement des ressources

La politique d'encouragement systématique des exportations appliquée sans discernement a parfois des effets graves sur l'environnement et sur les conditions de vie des populations du Sud. Ainsi, le Ghana, bon élève des politiques d'ajustement, s'est lancé dans l'exploitation du bois, une de ses principales ressources. La production de bois a doublé entre 1984 et 1987. On prévoit qu'à ce rythme d'exploitation, le Ghana va épuiser ses ressources forestières et devenir un importateur net de bois. Sont liés à la déforestation, la désertification et la paupérisation croissante des populations.

Ajustement à visage humain

Face aux effets désastreux de la politique d'ajustement dans nombre de pays du tiers monde, l'Unicef lance un cri d'alarme et élabore les principes d'une nouvelle politique: celle de «l'ajustement à visage humain». La chute des revenus par habitant et des taux d'investissement montre que l'ajustement analysé en termes classiques de croissance et de libéralisation n'a pas produit les effets escomptés.

Nombre de programmes d'ajustement n'aboutissent pas à la reprise de la croissance économique. La politique déflationniste entraîne une diminution de l'emploi et des revenus réels. Les interventions sur les taux de change et les prix au producteur provoquent une hausse des prix des produits alimentaires dans les zones urbaines. Il faut donc tenir compte des incidences de l'ajustement sur les plus vulnérables, soit sur les femmes et les enfants, et intégrer cette préoccupation dans la politique d'ensemble. Croissance implique d'abord satisfaction

des besoins essentiels des populations les plus pauvres. Une hausse du PNB ne signifie pas une plus grande équité de répartition des bénéfices dans la population.

Les études de l'Unicef montrent que la baisse des dépenses publiques, observée en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient, se réalise avant tout dans les secteurs clés du développement: l'éducation et la santé. Les dépenses militaires sont peu touchées. En Bolivie, la baisse annuelle de 6 pour cent du Produit intérieur brut (PIB) s'est traduite par une baisse de 17 pour cent des dépenses de santé et d'éducation par habitant. Pour de nombreux pays, ajustement signifie sacrifice de qualité de vie et surtout de démocratie.

Un tiers des programmes d'ajustement des pays du Sud diminue les subventions alimentaires, la moitié les dépenses sociales par habitant. Résultat: 20 pour cent de la population de ces pays souffre de sous-alimentation, soit plus de deux milliards de personnes, des femmes et des enfants en majorité. «Une dette payée par la pauvreté est réglée sur la compte de la démocratie», déclarait le président Sarney (Brésil). Alertés, Le FMI et la Banque mondiale préconisent des mesures d'accompagnement afin d'atténuer les effets des politiques d'ajustement.

Quelques réussites

Le constat de la dérive des économies du Sud doit toutefois être nuancé. Quelques pays - Corée du Sud, Botswana, Zimbabwe, Gambie, Costa-Rica, Ile Maurice - parviennent à combiner ajustement structurel, croissance économique et protection des plus menacés. Les programmes sanitaires de base pour les femmes et les enfants des zones rurales déshéritées sont maintenus. Au Zimbabwe, les taux de mortalité infantile baissent en dépit des rigueurs de la politique d'ajustement et de la sécheresse.

L'ajustement n'est pas en soi une politique désastreuse. Ce qui compte, ce sont les choix de société de ceux qui l'appliquent. Une même recette ne produit pas partout les mêmes effets.

Ils économisent, elles bâchent

L'impact des politiques d'ajustements structurels sur la condition féminine varie selon les pays, les secteurs économiques et les classes sociales. Les études du Bureau international du travail (BIT) montrent que la situation des femmes des villes se détériore plus vite que celle des femmes des campagnes. Libéralisation et privatisation entraînent une baisse des salaires dans les entreprises, une dégradation des conditions de travail et de sécurité sociale. En dépit des taux de chômage élevés, on observe une recrudescence de l'emploi féminin

dans les industries où la main d'œuvre est mal payée (textiles et habillement). Les femmes représentent 90% des employés des zones franches industrielles de nombreux pays. Elles travaillent pour de maigres salaires sans aucun filet social. Engagées, renvoyées au gré de la loi d'airain de l'offre et de la demande.

Les quelques sous gagnés fondent vite pour acheter le riz, l'igname, le maïs, la patate douce, le manioc, le mil et les légumes sur les marchés. Les prix des produits alimentaires de base sont à la hausse. Poli-

tique d'ajustement oblige, les campagnes, cultivent de plus en plus les produits d'exportation. Baisse des salaires, précarité des ressources et hausse du coût de la vie rendent la vie des femmes pauvres des villes toujours plus difficile. A cela s'ajoutent la baisse des prestations des dispensaires et la hausse des coûts de scolarisation. Nombre de femmes se trouvent projetées dans les cercles infernaux de la pauvreté. S'égrènent alors les fléaux de la malnutrition, de la mortalité maternelle et infantile, de la propagation des maladies infectieuses, de